

CLOTURE DU LAB DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

25 projets et 9 réformes structurés pour un coût global de mise en œuvre de 326 milliards de FCFA

Présidence de la République
Cabinet du Ministre chargé du Suivi du PSE



Enabel



Le Ministre en charge du Suivi du PSE, Abdou Karim Fofana en compagnie d'autres hautes autorités ayant pris part à la cérémonie de clôture du LAB

Cinq semaines après le lancement de l'atelier intensif de structuration « LAB » du plan de relance de l'industrie pharmaceutique, les acteurs mobilisés et réunis ont procédé à une cérémonie de clôture, le vendredi 21 octobre 2021, à Hôtel Radisson Blu de Dakar. C'était en présence du Ministre en charge du Suivi du Plan Sénégal Émergent, Monsieur Abdou Karim Fofana, de Hauts représentants du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération ; du ministère du Développement industriel et de la Promotion des PMI et du ministère de la Santé et de l'Action sociale, de l'Ambassadeur de Belgique au Sénégal, des représentants résidents de l'OMS, du PNUD, de la BAD et d'ENABEL. Le secteur privé, les industriels pharmaceutiques, les institutions financières et les structures publiques ont également pris part à l'événement. L'Atelier intensif, qui a réuni une centaine de participants pendant plus d'un mois, a permis de structurer 9 réformes prioritaires, 25 projets dont 10 publics et 15 privés. Le tout pour un coût global de mise en œuvre estimé à 326 milliards de FCFA. motion des PMI et du ministère de la Santé et de l'Action sociale.

Le plan de relance de l'industrie est en marche avec une feuille de route très claire. L'objectif est d'assurer les besoins avec une production locale en médicaments de 20% en 2025, 30% en 2030 et 50% en 2035. Ce plan est le fruit d'une grande réflexion coordonnée par le Bureau opérationnel de suivi du Plan Sénégal émergent (BOS/PSE). Pendant les 5 semaines qu'a duré l'atelier intensif de structuration du plan de relance de l'industrie pharmaceutique au Sénégal, dénommé « Lab », deux groupes de réflexion, Réformes et Projets, ont travaillé sur les pistes et solutions devant mener à une mise en orbite de l'industrie pharmaceutique du Sénégal. Avec 67 structures qui ont participé aux travaux, les réflexions des acteurs de ce secteur ont donné des solutions opérationnelles pour les 9 réformes prioritaires, 10 projets publics structurés pour des besoins de financement estimés à 95,5 milliards de FCFA et 15 projets privés structurés pour des investissements évalués à 199,4 milliards de FCFA. L'évaluation du coût de mise en œuvre globale du plan de relance est chiffrée à 326 milliards de FCFA. Ces chiffres ont été rendus publics lors de la cérémonie de clôture du LAB, le 22 octobre 2021, présidée par le Ministre en charge du Suivi du Plan Sénégal Émergent, Monsieur Abdou Karim Fofana. C'était en présence du Secrétaire général du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération ; celui du Développement industriel et de la promotion des PMI et d'autres autorités. Dans son allocution, Monsieur Abdou Karim Fofana a salué « l'engagement constant et l'abnégation » dont ont



Abdou Karim Fofana, Ministre en charge du Suivi du Plan Sénégal Émergent

Le LAB, une approche inclusive et co-constructive

À noter que le secteur de l'industrie pharmaceutique a été identifié comme une priorité en vue de mettre à l'abri le pays des risques de pénurie de médicaments. « Le marché du médicament au Sénégal représente une valeur de plus de 150 milliards de FCFA avec 80% captés par le

secteur privé et 20% par le secteur public. Le Sénégal importe environ 90% de ses médicaments. Devons-nous laisser cette tendance se pérenniser alors que la possibilité de l'inverser est à notre portée ? », s'est interrogé Abdou Karim Fofana. Revenant sur la structuration du plan de relance, le Directeur général du Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Émergent (BOS/PSE), Me El Ousseyni KANE, a rappelé l'approche inclusive, participative et co-constructive adoptée par le BOS. Il a, en outre, magnifié la contribution des acteurs mobilisés et les partenaires techniques et financiers. « Je reste persuadé que la prise des décisions stratégiques et la mise en œuvre des recommandations issues de ce LAB, eu égard à la qualité des participants de haut niveau ici présents, nous permettront d'atteindre les résultats escomptés dans le cadre de la relance du secteur pharmaceutique », s'est réjoui Me El Ousseyni KANE.

Il convient de rappeler que le projet de relance de l'industrie pharmaceutique a pour objet de garantir la souveraineté en réduisant la dépendance aux importations de produits pharmaceutiques au Sénégal à travers l'accélération de la production et de la distribution locale de médicaments et de consommables. Pour la bonne marche de ce projet, le BOS a adopté un processus dénommé le « LAB », qui est un cadre de concertation et de structure technique et financière de projets complexes ainsi qu'une plateforme de production des livrables permettant de passer à la phase de mise en œuvre du projet

GALLERY WALK

Les résultats des groupes de travail mis en vitrine



Avant l'ouverture officielle de la cérémonie, les autorités ont eu droit à une visite guidée de la Gallery Walk où l'essentiel des résultats du Lab ont été exposés. Respectivement, les deux Tableaux des groupes Réformes et Projets ont partagé les fruits des réflexions de leurs collègues. Ils ont également apporté des éléments de réponses suite aux questions posées par les visiteurs. Des participants au Lab ont aussi profité de cette Gallery Walk pour exposer certains de leurs produits. Une initiative qui a été bien appréciée par les autorités.



Le DG du BOS, Me El Ousseyni Kane, remettant une attestation à une des participantes au LAB



Les acteurs venus d'horizons divers ont massivement pris part à la cérémonie de clôture du LAB

ALIOUNE NDIAYE, SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION « Le FONGIP et le FONSIS pourront accompagner les projets privés liés à la santé et à la pharmacie »



Alioune Ndiaye, Secrétaire général du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, a partagé lors de la clôture du « Lab » deux informations. D'abord un projet de décret modifiant le décret de création du

Fonds de garantie des investissements prioritaires (FONGIP) en intégrant dans les secteurs d'intervention les domaines de la santé et de la pharmacie. « Ces secteurs sont considérés comme des

secteurs de souveraineté. « Sur la base de ces changements, le FONGIP pourra désormais accompagner les projets privés liés à la santé et à la pharmacie », a informé le Secrétaire général du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération. Alioune Ndiaye a aussi félicité le BOS et les acteurs impliqués dans ce travail de structuration mené sur 5 semaines. « Le processus de structuration de cet atelier a démontré un bel exemple de coordination entre les structures publiques et le secteur privé afin d'atteindre les objectifs escomptés », s'est-il félicité. Le Secrétaire général du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération a annoncé que le Fonds souverain d'investissement stratégique (FONSIS) est aussi sur le point de lancer un Fonds afin de se positionner sur les projets déclinés dans ce « Lab ».

ADAMA BAYE RACINE NDIAYE, SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES PMI

« Faire du Sénégal un hub régional dans le secteur de l'industrie pharmaceutique »



Selon Adama Baye Racine Ndiaye, Secrétaire général du ministère du Développement industriel et de la Promotion des Petites et Moyennes industries, la tenue de ce « Lab » augure de lendemains bien meilleurs

dans notre marche résolue de faire du Sénégal un hub régional dans le secteur de la pharmacie et de l'industrie pharmaceutique. « Cet atelier s'est tenu au moment où la nouvelle politique industrielle vient

d'être approuvée par le Président de la République. Cette heureuse coïncidence constitue un appel d'air pour une matérialisation effective des ambitions contenues dans la nouvelle stratégie industrialisation du Sénégal et dans la feuille de la route issue des travaux du LAB. Le développement de l'industrie pharmaceutique au Sénégal reste conditionné par un renforcement des industries existantes. Et le tout soutenu par des réformes en profondeur », a soutenu Adama Baye Racine Ndiaye, Secrétaire général du ministère du Développement industriel et de la Promotion des Petites et Moyennes industries.

DR OUMOU KALSOU M NDAO, REPRESENTANTE DU MSAS

Le MSAS affiche son engagement pour une opérationnalisation du projet



Dr Oumou Kalsoum Ndao, représentante du ministère de la Santé et de l'Action Sociale a réaffirmé la volonté de son département à travailler pour que ce projet de relance de l'industrie pharmaceutique du Sénégal soit opérationnel. Dans le paquet de réformes proposées lors de ce « Lab », figurent, en bonne place, le modèle de gouvernance, la révision du cadre réglementaire du secteur pharmaceutique au Sénégal et la mise en place de l'Autorité sénégalaise de réglementation pharmaceutique. Il a été aussi préconisé la création d'une Delivery Unit sectorielle logée au ministère de la Santé et de l'Action sociale pour assurer le pilotage et le suivi de ce plan de relance de l'industrie pharmaceutique.

HUBERT ROISIN, AMBASSADEUR DU ROYAUME DE BELGIQUE AU SENEGAL « Ce plan ambitieux va permettre une plus grande autonomie du Sénégal »



Un des partenaires techniques et financiers de ce plan de relance, l'Ambassadeur du Royaume de Belgique au Sénégal, Hubert Roisin, a rassuré de l'appui de son pays pour l'aboutissement de ce projet qui permettra de développer une expertise locale dans ce domaine. Selon lui, la tenue de cet atelier paraît fondamentale dans le processus de relance de l'industrie pharmaceutique au Sénégal. « Je me réjouis de constater qu'après 5 semaines d'échanges, de partage, de concertation, vous êtes arrivés à des recommandations tangibles », a expliqué l'ambassadeur Roisin. Pour lui, ce plan ambitieux va permettre une plus grande autonomie du Sénégal afin de garantir à sa population des médicaments de qualité et renforcer ainsi les services de santé mis en mal par la pandémie du Covid. « Je félicite le gouvernement sénégalais pour l'approche et l'adhésion au processus. Le Royaume de Belgique met un point d'honneur à aligner sa coopération bilatérale sur les priorités du Sénégal. La relance de l'industrie en général et en particulier celle de l'industrie pharmaceutique est une priorité du Président de la République, Macky Sall et s'inscrit dans l'objectif du Plan national de développement sanitaire », a-t-il salué. Il a aussi réitéré la volonté de la Belgique, comme partenaire et ami, d'accompagner le Sénégal sur ce chemin pour un accès équitable aux médicaments.

M. EL KEBIR MDARHRI ALAOU, REPRESENTANT RESIDENT ADJOINT DU PNUD AU SENEGAL

« La démarche de structuration a réuni les critères de transparence et d'innovation »



Dans son allocution, le représentant résident adjoint du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), M. El Kebir Mdarhri Alaoui, est revenu sur la pertinence de la démarche du « Lab ». « Certes, la durée de l'atelier a été longue, mais les résultats obtenus montrent que la démarche a été faste. Elle réunit les critères de la transparence et de l'innovation. C'est une méthodologie systémique et qui touche à l'ensemble des thématiques des priorités », s'est réjoui M. ALAOUI. A son avis, l'essentiel des segments ont été pris en compte dans le cadre de la structuration : environnement, finances, pauvreté, gouvernance... « nous reconnaissons la réussite de ce Lab », s'est-il félicité. Selon lui, ce projet de relance va créer une dynamique de développement dans les territoires. Il

M. HATEM FELLAH, REPRESENTANT RESIDENT DE LA BAD AU SENEGAL

« Le LAB permet au Sénégal d'élaborer un plan d'actions pour relancer son industrie pharmaceutique »



Présent à la cérémonie de lancement des travaux du LAB, le représentant résident de la BAD au Sénégal, M. Hatem FELLAH, soutenait que l'organisation de cet atelier intensif, avec le soutien de la BAD, devrait permettre au Sénégal d'élaborer un plan d'actions pour la mise en œuvre de son ambitieux programme de relance de l'industrie pharmaceutique. Cette initiative lui permettra également, à terme, de garantir sa souveraineté en réduisant sa dépendance aux importations des produits pharmaceutiques via une accélération de la production et de la distribution locale des médicaments et des consommables sanitaires. « La pandémie de Covid-19 a démontré à quel point il était nécessaire de fabriquer localement les produits médicaux et pharmaceutiques essentiels. La BAD accompagne le Sénégal dans l'élaboration de sa politique industrielle qui se veut ambitieuse, cohérente et stratégique et participative », a déclaré M. FELLAH. Il a réitéré la disponibilité de l'institution financière à accompagner le Sénégal pour le développement de son industrie pharmaceutique répondant aux besoins nationaux et régionaux.